



FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)

Bien concerné

Immeuble : Ensemble immobilier
Adresse : Cité Administrative de Melun – Bâtiment B, 3 pré Chamblain
Code postal : 77010
Ville : Melun
Périmètre du DTA : Ensemble immobilier en RdC et un niveau de sous-sol

Date de création et mise à jour

Date :	Objet :
10/04/2019	Mise à jour du Dossier Technique Amiante réalisé par SADEL – Julien Philippe Intégration du rapport de repérage complémentaire (éléments extérieurs)
25/04/2006	- Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au Dossier Technique Amiante réalisé par SADEL

Préambule

La présente fiche récapitulative répond aux obligations édictées par les articles R1334-14 à R1334-29-9 du code de la Santé Publique. Elle est établie selon le nouveau modèle défini par l'annexe II de l'arrêté du 21 décembre 2012, dans le cadre de la restructuration réglementaire amiante issue du décret 2011-629 du 3 juin 2011.

Elle concerne les locaux désignés ci-dessus et sa mise à jour est effectuée à chaque modification du dossier technique amiante. La fiche récapitulative mentionne les travaux qui ont été réalisés pour retirer ou confiner des matériaux ou produits contenant de l'amiante. Elle est mise à jour systématiquement à l'occasion de travaux ayant conduit à la découverte ou à la suppression de matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Elle est destinée aux occupants, aux entreprises ou à toute personne susceptible d'intervenir directement ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante.

Cette fiche récapitulative constitue également l'état amiante mentionné à l'article L.1334-13 du code de la Santé Publique à fournir, en particulier, au plus tard à la date de toute promesse de vente ou d'achat, lors d'une transaction immobilière.

Elle s'articule de la façon suivante :

1. Identification de l'immeuble, du détenteur et des modalités de consultation du DTA
2. Rapports de repérage
3. Liste des parties de l'immeuble bâti ayant donné lieu au repérage
4. Identification de matériaux et produits contenant de l'amiante
5. Evaluations périodiques
6. Travaux de retrait ou de confinement - Mesures conservatoires
7. Recommandations générales de sécurité
8. Plans et/ou photos et/ou croquis

1 – Identification de l'immeuble, du détenteur et des modalités de consultation du DTA

Propriétaire

Nom : **Monsieur le Régisseur de la Cité Administrative de Melun**

Adresse : Cité Administrative de Melun – Bâtiment B, 3 pré Chamblin 77010 Melun

Établissement

Nom : Cité Administrative de Melun - Bâtiment B

Adresse : 3 pré Chamblin 77010 Melun

Immeuble bâti pour lequel le DTA a été constitué : Ensemble immobilier en R+6 et un niveau de sous-sol

Date du permis de construire : NC

Ou année de construction : 1970

Détenteur du dossier technique amiante

Nom : Monsieur le Régisseur de la Cité Administrative de Melun

Préfecture Seine et Marne

Cité Administrative de Melun

20 Quai Hippolyte Rossignol

77000 Melun

2 – Rapports de repérage

N° de rapport	Date du rapport	Nom de la société	Nom de l'opérateur	Objet du repérage
9615047	10/04/2019	Sadel	J. Philippe	Compléter le DTA (éléments extérieurs)
9612762	25/04/2006	Sadel	M. Moussayan	Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au Dossier Technique Amiante
9611288	20/07/2000	Sadel	M. Zimon	Diagnostic amiante

3 – Liste des parties de l'immeuble bâti ayant donné lieu au repérage

Liste des différents repérages	N° du rapport	Liste des parties de l'immeuble bâti visitées	Liste des parties de l'immeuble bâti non visitées devant donner lieu à une prochaine visite
9615047	10/04/2019	Éléments extérieurs, toiture	Sans objet
9612762	25/04/2006	Ensemble du bâtiment	Sans objet
9611288	20/07/2000	Ensemble du bâtiment	Sans objet

4 – Identification de matériaux et produits contenant de l'amiante

4-1 – Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante



Date du repérage	Matériau	Localisation du matériau ou produit	Présence amiante	Critère	Observation	Résultat de la grille d'évaluation	Mesure obligatoire associée
Sans objet							

L'état de conservation est défini par un score 1, 2 ou 3 en application de grilles d'évaluation définies réglementairement, 3 étant le moins bon score et 1 le meilleur.

4-2 – Matériaux et produits de la liste B et autres matériaux de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante (1)



Date du repérage	Matériau	Localisation du matériau ou produit	Présence amiante	Critère	Observation	Etat de conservation	Type de recommandation
27/03/2019	Dalle de sol + colle	RdC haut – Salle de réunion	Oui Chrysotile	Analyse laboratoire	Non visible lors de la dernière visite, considéré comme présent	Protection physique étanche	EP
27/03/2019	Dalle de sol + colle	RdC haut - Vestibule Toiture	Oui Chrysotile	Analyse laboratoire	Non visible lors de la dernière visite, considéré comme présent	Protection physique étanche	EP
27/03/2019	Etanchéité	Toiture	Oui Chrysotile	Analyse laboratoire	Pas d'information, ni de photo de l'étanchéité de l'époque, considéré comme présent	/	EP

Généralités :

EP : évaluation périodique ;

- a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

AC1 : action corrective de premier niveau ;

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

AC2 : action corrective de second niveau

- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

5 – Evaluation périodiques

5-1 – Evaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante (1)

Date de la visite	Matériau	Repérage	Localisation du matériau ou produit	Etat de conservation	Mesures d'empoussièrement
Sans objet					

(1) L'évaluation périodique de l'état de conservation est effectuée tous les trois ans. Pour l'état intermédiaire de dégradation, des mesures d'empoussièrement sont réalisées.

5-2 – Evaluation des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante (1)

Date de la visite	Matériaux	Repérage	Localisation du matériau ou du produit	Etat de conservation et de risque de dégradation / recommandation de gestion adaptée	Mesures associées
27/03/2019	Dalle de sol + colle	/	RdC haut – Salle de réunion	Protection physique étanche	EP
27/03/2019	Dalle de sol + colle	/	RdC haut - VestibuleToiture	Protection physique étanche	EP
27/03/2019	Etanchéité	/	Toiture	/	EP

(1) Cette liste comprend également les évaluations des matériaux amiantifères ou susceptibles de l'être, autres que ceux des listes A et B qui auraient pu être réalisées, par exemple à l'occasion de repérage avant travaux ou démolition.

6 – Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires

6-1 – Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériau ou produit	Localisation précise	Nature des travaux ou des mesures conservatoires	Dates des travaux ou des mesures conservatoires	Entreprises intervenantes	Indiquer les résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrement (art R 1334-29-3 du code de la santé publique)
Sans objet					

6-2 – Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériau ou produit	Localisation précise	Nature des travaux ou des mesures conservatoires	Dates des travaux ou des mesures conservatoires	Entreprises intervenantes	Indiquer les résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrement (art R 1334-29-3 du code de la santé publique)
Sans objet					

7 – Les recommandations générales de sécurité

Cf. ci-après

8 – Plans ou croquis

Cette annexe contient 4 pages de plans

LEGENDE

Prélèvement d'échantillon après analyse (ne contenant pas d'amiante)

Prélèvement d'échantillon après analyse (contenant de l'amiante)

Étanchéité

REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE			
Plan : BAT B-RDC B	Réalisé le : 09/05/2019	N° AFFAIRE: AFF 150-748	
Par : LEFRANCOIS Ianis	Indice : A	CLIENT: SADEL INGENIERIE 36 Rue Montesquieu 92000 NANTERRE	ADRESSE: Cité administrative de Melun - Bat A,B,C et RIAM 3 pré Chamblin 77010 MELUN

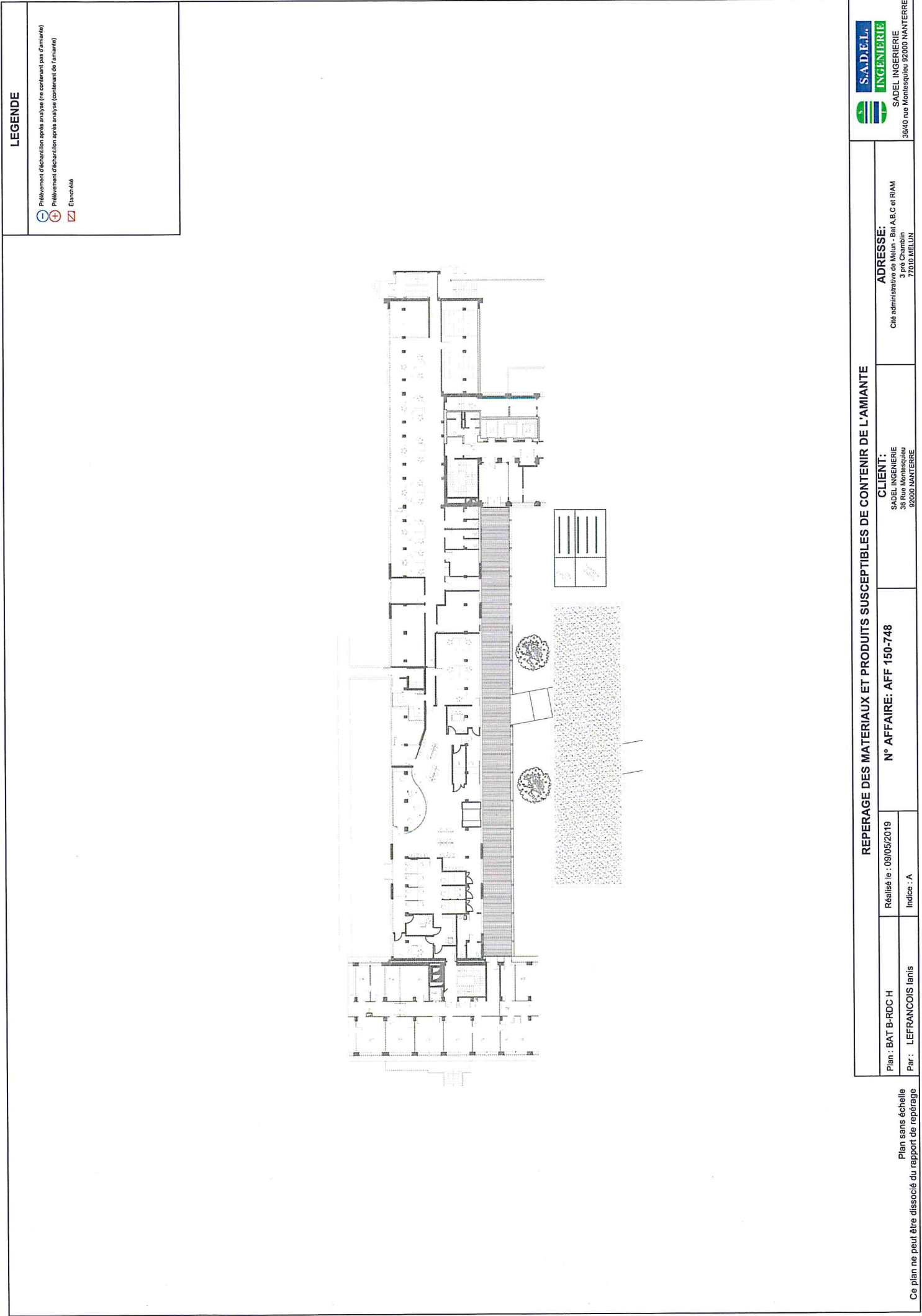
SADEL

INGENIERIE

SADEL INGENIERIE
36/40 rue Montesquieu 92000 NANTERRE

Plan sans échelle

Ce plan ne peut être dissocié du rapport de repérage



LEGENDE

⊖

Prélèvement d'échantillon après analyse (ne contenant pas d'amiante)

⊕

Prélèvement d'échantillon après analyse (contenant de l'amiante)

✓

Étanchéité

Plan : BAT B-R+1

Réalisé le : 09/05/2019

Per : LEFRANCOIS Ianis

REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE

CLIENT:

SADEL INGENIERIE

36 Rue Montesquieu

92000 NANTERRE

N° AFFAIRE: AFF 150-748

ADRESSE:

Cité administrative de Melun - Bat A,B,C et RIAM

3 pr4 Chamblin

77010 MELUN

SADEL INGENIERIE

SADEL INGENIERIE

36/40 rue Montesquieu 92000 NANTERRE

Ce plan ne peut être dissocié du rapport de repérage

Plan sans échelle

LEGENDE

Prélèvement d'échantillon après analyse (ne contenant pas d'amiante)

Prélèvement d'échantillon après analyse (contenant de l'amiante)

Étanchéité

Plan : BAT B- TOITURE

Réalisé le : 09/05/2019

Indice : A

REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE

CLIENT:

SADEL INGENIERIE

36 Rue Montesquieu

92000 NANTERRE

ADRESSE:

Cité administrative de Melun - Bat A.B.C et RIAM

3 pré Chamblin

77010 MELUN

Per : LEFRANCOIS Ianis

Plan sans échelle

Ce plan ne peut être dissocié du rapport de repérage

S.A.D.E.L.

INGENIERIE

SADEL INGENIERIE

36/40 rue Montesquieu 92000 NANTERRE

RECOMMANDATIONS GENERALES DE SECURITE

Du Dossier Technique Amiante

(Selon l'arrêté du 21 décembre 2012)

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique. La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997. En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés. De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations. Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ; - remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ; - travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente. Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

Disposition particulière Néant

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination. Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptible de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie. A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;

- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique. La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.